

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Avignon, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CALCAIRES REGIONAUX SARL

Quartier de la Salle
13 320 Bouc-Bel-Air

Références : Références : D-0671-2024
Code AIOT : 000 640 12 52

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2024 dans l'établissement CALCAIRES REGIONAUX SARL implanté Carrière de MORNAS Saint Loup – Montmou 84 550 Mornas. L'inspection a été annoncée le 02/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 23/09/2024 a pour objectif la vérification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024 (partie surveillance environnementale)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CALCAIRES REGIONAUX SARL
- Carrière de MORNAS Saint Loup – Montmou 84 550 Mornas
- Code AIOT : 000 640 12 52
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Calcaires Régionaux est autorisée par arrêté préfectoral du 15/05/2024 à exploiter une carrière aux lieux dits « Montmou et Derrière Montmou Ouest » sur le territoire de la commune de

Mornas dans le département du Vaucluse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Effets sur les eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	surveillance périodique des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 6.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15/11/24

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Indicateurs de suivi des poussières diffuses	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4	Sans objet
3	mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière	Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 4 non-conformités au cours de cette visite, relatives au plan de surveillance des retombées de poussières, aux effets sur les eaux souterraines, au programme de surveillance des retombées de poussières et à la surveillance périodique des niveaux sonores. Ces constats conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à monsieur le Préfet de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : plan de surveillance des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.2
Thème-s : Risques chroniques, plan de surveillance des retombées de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées.

L'emplacement des stations de mesures défini dans un plan de surveillance, tenu à disposition de l'inspection des installations classées. Le plan de surveillance comprend des stations de mesures de types (a), (b) et (c) conformément à l'article 19.6 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé. En particulier, un suivi des retombées de poussières dans l'environnement au niveau des habitations les plus proches est mis en place.

Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant justifie la représentativité des données corrigées fournies en lieu et place de celles qu'il aurait obtenues par une station météorologique implantée sur le site.

Constats :

Le 23/09/2024 l'exploitant indique qu'il va prendre attache auprès d'un prestataire compétent afin d'effectuer la mise en place d'un plan de surveillance des retombées de poussières par la méthode des jauges.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a transmis un bon de commande N° 4 500 614 749 (prestataire PRONETEC) relatif à la détermination des retombées de poussières sur le site exploité (méthode des jauges, relevés d'un mois tous les trimestres pour 5 stations).

Il a également communiqué l'emplacement des stations de mesures de types (a), (b) et (c) ainsi qu'au niveau des habitations les plus proches permettant un suivi des retombées de poussières dans l'environnement. Un point permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Toutefois, l'exploitant ne précise pas s'il prévoit un enregistrement en continu de la vitesse et la direction du vent ou, à défaut, s'il utilisera les données de la station météorologique la plus proche.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter son plan de surveillance, afin de connaître les modalités de suivi de la vitesse et de la direction du vent. Il transmettra à Monsieur Le Préfet le plan de surveillance complété dans un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Indicateurs de suivi des poussières diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.4
Thème-s : Risques chroniques, Indicateurs de suivi des poussières diffuses
Prescription contrôlée : Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges, sont pour les jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance : 0,5 g/m ² /jour en moyenne annuelle glissante.
Constats : L'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation de la surveillance des retombées de poussières : cf PDC N°1
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 3.3.6
Thème-s : Risques chroniques, mesures des concentrations en PM10 au niveau des habitations et carrière
Prescription contrôlée : Afin de contrôler l'efficacité des mesures d'abattement de poussières mises en place, l'exploitant fait réaliser par un organisme accrédité des mesures des concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches. Ces mesures de particules fines sont réalisées dans les six mois suivants la mise en service de l'installation : <ul style="list-style-type: none">• lorsque les conditions météorologiques sont favorables aux émissions de poussières (temps sec et jour avec vent dominant) ;• lors des activités de la carrière émettrices de poussières (décapage, extraction à sec, circulation externe et interne...). Une mesure devra être réalisée sur un point non exposé pour pouvoir comparer avec la valeur du bruit de fond. L'exploitant veille à ne pas faire de mesures au niveau de points sous l'influence d'autres émetteurs importants de poussières. La valeur mesurée est comparée soit à la valeur limite réglementaire pour les PM10 en France (40 µg /m ³), soit à la valeur guide sanitaire de l'OMS (15 µg/m ³ en moyenne annuelle). Dans le cas où ces valeurs ne seraient pas respectées, des mesures complémentaires devront être proposées par l'exploitant. Le résultat de cette campagne sont transmis à l'agence régionale de santé et à l'inspection des installations classées dans le mois suivant leur réalisation, accompagnées du descriptif des mesures complémentaires d'abattement des poussières éventuellement nécessaires. Le bilan de ces campagnes de mesures et leur interprétation est transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS.
Constats : La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas encore procédé à la réalisation des mesures de concentrations en poussières fines « PM10 » au droit des habitations les plus proches. L'exploitant indique qu'il va prendre attache avec un prestataire afin de procéder aux mesures attendues.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de réaliser les mesures des concentrations en

poussières dans les 6 mois suivants la mise en service de l'installation. Il convient donc que la société Calcaires Régionaux engage dans les meilleurs délais les démarches auprès d'organismes accrédités à cet effet.

En outre, il est demandé à l'exploitant de communiquer à Monsieur le Préfet de Vaucluse le bon de commande de l'organisme accrédité retenu, dans un délai n'allant pas au-delà de 1 mois. Le protocole de mesure, défini en accord avec l'organisme, pourra être transmis à l'inspection des installations classées et à l'ARS au besoin, préalablement à la réalisation de la campagne de mesures.

Type de suites proposées : sans suites

N° 4 : Effets sur les eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.1

Thème-s : Risques chroniques, Effets sur les eaux souterraines

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines constitué a minima de un piézomètre et d'un forage. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan. Ce plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'avis et les recommandations de l'hydrogéologue sont remis à l'inspection des installations classées accompagnés des propositions de l'exploitant.

Constats :

La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'utilise plus le forage (PZ2) localisé près de la bascule en raison du mauvais état de celui-ci. L'entreprise « Huguet » est intervenue pour créer un nouveau forage à quelques mètres du précédent, dont la présence a pu être constatée lors de la visite d'inspection du 23/09/2024. La fin des travaux est prévue pour la fin d'année 2024. L'exploitant indique que le prélèvement a lieu dans la même nappe d'eau souterraine. Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du Préfet préalablement à sa réalisation (cf PDC N°11 : Modification des conditions d'exploitation du rapport d'inspection relatif aux dispositions constructives).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Outre les éléments demandés au PdC n°11 du rapport d'inspection relatif aux dispositions constructives, il est demandé à l'exploitant, dans un délai de 2 mois, de procéder à la réactualisation du plan du site incluant le nouveau forage. Il transmettra à Monsieur le Préfet de Vaucluse le plan dans le même délai.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 4.6.3.3

Thème-s : Risques chroniques, Programme de surveillance

Prescription contrôlée :

En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les trimestres. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres et fréquences suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique	Trimestriel	
Température	Trimestriel	
pH	Trimestriel	NF T 90008
Conductivité	Trimestriel	
Hydrocarbures (HCT)	Trimestriel	NF EN ISO 9377-2 + NF EN ISO 11423-1 (à remplacer par la norme XP T 90124 dès sa parution) ou NF M 07-203
Métaux totaux	Trimestriel	
Matières en suspension totales (MEST)	Trimestriel	NF EN 872
DBO5	Trimestriel	
Demande chimique en oxygène (DCO)	Trimestriel	NF T 90101 ou ISO 15705 (utilisable si la concentration est inférieure à 30 mg/l)

Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Les résultats des mesures relatives aux eaux souterraines sont archivés par l'exploitant pendant au moins toute la durée de l'exploitation.

Constats :

La visite d'inspection du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation des analyses des eaux souterraines.

Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a fourni un bon de commande N° 4500610371 auprès de l'entreprise « AUREAS ». Il est prévu d'effectuer des prélèvements, des mesures du niveau d'eau souterraines et des analyses portant sur deux points (forage et piézomètre), la périodicité n'est pas mentionnée sur le bon de commande sus-visé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, au plus dans un délai de 2 mois, procéder aux prélèvements des eaux souterraines aux fins d'analyses, en veillant à respecter les méthodes de références ainsi que les fréquences d'analyses prévues par l'article 4.6.3.3 de l'arrêté préfectoral du 15/05/2024. Il transmettra à Monsieur Le Préfet de Vaucluse les résultats des analyses dès de leur réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : surveillance périodique des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2024, article 6.2.5

Thème-s : Risques chroniques, surveillance périodique des niveaux sonores

Prescription contrôlée :

<p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée. Une première mesure est effectuée dans les trois mois suivants la mise en service de l'installation, puis selon une fréquence annuelle. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite du 23/09/2024 a permis de constater que l'exploitant n'a pas procédé à la réalisation d'une mesure d'émissions sonores au droit du site.</p> <p>Par courriel du 30/09/2024, l'exploitant a produit un bon de commande N° 4 500 614 627 avec la société « PRONOTEC » afin de procéder à cette réalisation d'ici le 30/10/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les mesures d'émissions sonores doivent être réalisées en période représentative de l'activité du site. L'exploitant transmettra à Monsieur Le Préfet de Vaucluse le rapport relatif aux mesures d'émissions sonores établi par la société PRONETEC au plus tard d'ici le 15/11/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15/11/2024</p>